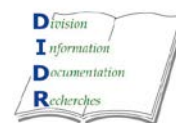


IRAK



Note de synthèse

6 mai 2015



Kurdistan – Situation des anciens paramilitaires kurdes ayant servi le régime de Saddam HUSSEIN

Avertissement

Ce document a été élaboré par la Division de l'Information, de la Documentation et des Recherches de l'Ofpra en vue de fournir des informations utiles à l'examen des demandes de protection internationale. Il ne prétend pas faire le traitement exhaustif de la problématique, ni apporter de preuves concluantes quant au fondement d'une demande de protection internationale particulière. Il ne doit pas être considéré comme une position officielle de l'Ofpra ou des autorités françaises. Ce document, rédigé conformément aux lignes directrices communes à l'Union européenne pour le traitement de l'information sur le pays d'origine (avril 2008)

[cf. https://www.ofpra.gouv.fr/sites/default/files/atoms/files/lignes_directrices_europeennes.pdf], se veut impartial et se fonde principalement sur des renseignements puisés dans des sources qui sont à la disposition du public. Toutes les sources utilisées sont référencées. Elles ont été sélectionnées avec un souci constant de recouper les informations.

Le fait qu'un événement, une personne ou une organisation déterminée ne soit pas mentionné(e) dans la présente production ne préjuge pas de son inexistence.

La reproduction ou diffusion du document n'est pas autorisée, à l'exception d'un usage personnel, sauf accord de l'Ofpra en vertu de l'article L. 335-3 du code de la propriété intellectuelle.

Sommaire

1. Les paramilitaires kurdes sous le régime de Saddam HUSSEIN.....	3
2. Impunité et réinsertion des anciens paramilitaires kurdes après la chute de Saddam HUSSEIN (2003-2010)	4
3. Tentatives de réouverture des poursuites contre les anciens partisans kurdes de Saddam HUSSEIN (2010-2014).....	5

1. Les paramilitaires kurdes sous le régime de Saddam HUSSEIN

Sous le régime de Saddam HUSSEIN (1979-2003), le gouvernement irakien engage à plusieurs reprises une répression particulièrement brutale contre les insurgés kurdes (*peshmergas*) et contre la population civile du Kurdistan irakien soupçonnée de les soutenir. Cette répression culmine lors de l'opération Anfal (« le butin », nom de la 8^{ème} sourate du Coran) en 1987-1988 : cette campagne aurait fait entre 100 000 et 180 000 morts et disparus, dont 5 000 lors du gazage de la petite ville de Halabja le 16 mars 1988¹.

En soutien des forces régulières, le gouvernement irakien crée un Commandement des Bataillons de Défense nationale (*Qiyadet Jahafel al-Difa' al-Watani*) chargé d'encadrer des milices kurdes recrutées localement. Selon le rapport de l'ONG Human Rights Watch consacré à l'opération Anfal, ces milices, qui existaient sous différentes formes depuis les années 1960, sont renforcées dans les années 1980 sous la tutelle du Renseignement militaire (*Istikhbarat*). Chaque tribu kurde est tenue, sous la menace de représailles, de fournir son contingent aux Bataillons de Défense nationale (*Jahafel al-Difa' al-Watani*), les miliciens étant dispensés de service militaire dans l'armée régulière. Leur effectif théorique s'élève à 250 000 hommes, chaque homme touchant une solde de 85 dinars (255 \$) par mois ; en fait, une grande partie de ces forces n'existe que sur le papier, les chefs détournant l'argent de la solde pour leur compte. Ces paramilitaires pauvrement armés, affectés à des tâches de contrôle routier, de reconnaissance et de patrouille, sont peu considérés par la population kurde et portent le surnom péjoratif de *jahsh* ou *jash* (ânon). Leurs officiers, désignés comme « *mustashar* » (conseillers), sont étroitement surveillés par les services de renseignement irakien qui les soupçonnent de jouer double jeu avec les insurgés kurdes (*peshmergas*). Les tribus Herki, Surchi et Bradost, notamment, passent pour avoir fourni des contingents importants à ces milices².

Dans la propagande baasiste, les paramilitaires kurdes étaient également désignés comme « *les cavaliers de Salahadin* » (« *Fursan Salahadin* »)³. Dans l'usage kurde, les forces auxiliaires de la dictature baasiste sont parfois désignées collectivement sous le nom de « *Jashayati*⁴ ».

Après l'insurrection kurde de 1991, certains « *Jash* » se rallient aux *peshmergas* qui établissent une autorité de fait sur une partie du Kurdistan d'Irak ; ceux de la tribu Herki, en particulier, sont impliqués dans les affrontements qui opposent les deux principaux partis kurdes, le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) dirigé par Massoud BARZANI et l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) dirigée par Jalal TALABANI. D'autres « *Jash* » restent sous la tutelle des forces gouvernementales irakiennes, notamment à Kirkouk ; jugés peu fiables, ils seront désarmés à la veille de l'invasion américaine de mars 2003⁵.

¹ HUMAN RIGHTS WATCH, *Genocide in Iraq: The Anfal Campaign Against the Kurds*, 07/1993. KUTSCHERA Chris (Dir.), *Le Livre noir de Saddam Hussein*, O ! Editions, 2005, p. 386 à 403. *The Kurdistan Tribune*, "On the 25th anniversary of the Kurdish genocide", 19/04/2013.

² HUMAN RIGHTS WATCH, *Genocide in Iraq: The Anfal Campaign Against the Kurds*, 07/1993.

³ Organisation Suisse d'Aide aux Réfugiés (OSAR), *Quelles menaces pour les anciens collaborateurs au Kurdistan ?*, 07/12/2006, p.3.

⁴ *Kurdish Globe*, "Kirkuk tribal militias trouble for Kurds", 12/11/2008.

⁵ *Financial Times*, "Kurdish ally of Saddam Hussein regime defects", 16/03/2003. AL-MARASHI Ibrahim, "The Iraqi Actors in the North of Iraq", *James Martin Center for Nonproliferation Studies*, 27/03/2003.

2. Impunité et réinsertion des anciens paramilitaires kurdes après la chute de Saddam HUSSEIN (2003-2010)

Selon un rapport réalisé en 2006 par l'Organisation Suisse d'Aide aux Réfugiés (OSAR) de, après la chute du régime de Saddam HUSSEIN en mars 2003, les nouvelles autorités régionales issues du PDK et de l'UPK n'ont pas exercé de représailles contre les anciens « *Jash* » et « *Mustashar* » ni généralement contre les anciens membres du parti Baas et les partisans de Saddam HUSSEIN ; en avril 2003, seuls quelques cadres de haut rang sont réclamés en vue de jugement par le PDK et l'UPK, notamment Jaffar BARZANJI, chef des « *Jash* » de Kirkouk Hormis ces quelques cas, les partis kurdes n'ont pas pris de sanctions contre les anciens « *Jash* » mais, au contraire, ont intégré plusieurs d'entre eux dans leurs forces de police et sur leurs listes électorales⁶.

« *Après le soulèvement de 1991, beaucoup de Jash ont déserté pour passer aux peshmergas. Le PDK et l'UPK ont amnistié les déserteurs des milices Jash et les ont intégrés à leurs propres structures de peshmergas. En général, les anciens miliciens Jash n'ont pas connu de problèmes dans la zone autonome du Kurdistan car ils appartenaient à des tribus puissantes qui pouvaient assurer leur protection.* »⁷

En 2007, la justice irakienne lance des mandats d'arrêt contre 423 suspects, Arabes et Kurdes, accusés d'implication dans l'opération Anfal ; cependant, aucune arrestation ne semble avoir été opérée au Kurdistan⁸.

Entre 2007 et 2010, vingt personnes accusées d'implication dans la répression contre les Kurdes sous Saddam Hussein sont jugées par la Cour suprême irakienne. Trois hauts responsables non kurdes sont condamnés à mort pour génocide : Ali Hassan AL MAJID, cousin et ministre de la Défense de Saddam HUSSEIN, surnommé « *Ali le Chimique* » pour son rôle dans le gazage de Halabja (voir 1.), Sultan Hashem Ahmed, commandant des forces engagées dans l'opération Anfal, et Hussein Rashid Muhamad al-Tikriti, ancien chef d'état-major de l'armée⁹ ; treize autres accusés sont condamnés à des peines allant de six à quinze ans de prison, les autres sont acquittés¹⁰.

L'absence de poursuites effectives au Kurdistan contre les anciens partisans de Saddam HUSSEIN est confirmée par un rapport des services britanniques de l'asile en 2009¹¹. Cette impunité reste un sujet douloureux pour plusieurs familles de victimes de l'opération Anfal dont les plaintes auprès des autorités restent sans effet¹².

Selon Chris KUTSCHERA, spécialiste de l'Irak et auteur du *Livre noir de Saddam Hussein*, le gouvernement de la Région du Kurdistan aurait fait pression sur les autorités américaines pour empêcher l'accès à certains documents qui auraient pu mettre en cause d'anciens collaborateurs kurdes de Saddam HUSSEIN¹³.

La question des anciens « *Jash* » est de nouveau évoquée en 2008 lors d'une crise qui oppose le gouvernement central irakien du Premier ministre Nouri AL-MALIKI au gouvernement régional du Kurdistan présidé par Massoud BARZANI. La cause immédiate

⁶ Organisation Suisse d'Aide aux Réfugiés (OSAR), *Quelles menaces pour les anciens collaborateurs au Kurdistan ?*, 07/12/2006.

⁷ Organisation Suisse d'Aide aux Réfugiés (OSAR), *Quelles menaces pour les anciens collaborateurs au Kurdistan ?*, 07/12/2006, p. 5 (Traduction de l'allemand : DIDR).

⁸ *E Kurd Daily*, "Iraqi court wants 258 Ex-Kurdish Ba'athists arrested", 27/10/2010. *E Kurd Daily*, "Saddam's Anti-Kurd Anfal campaign facing justice", 04/02/2011.

⁹ *Radio Free Europe/Radio Liberty (RFE/RL)*, "Iraqi Court Sentences 'Chemical Ali' To Death", 24/06/2007.

¹⁰ US Department of State, *Human Rights Report 2010 – Iraq*, 08/04/2011.

¹¹ Home Office (Royaume-Uni), *Country of Origin Information Report*, 10/12/2009, p. 271.

¹² *Niqash*, "Anfal Families Seek Compensation", 17/09/2009.

¹³ KUTSCHERA Chris (Dir.), *Le Livre noir de Saddam Hussein*, O ! Editions, 2005.

est la tentative du pouvoir central, dans le cadre du « *Mouvement du Réveil* » (*Sahwat* en arabe), visant à développer des milices tribales pour combattre les groupes insurgés¹⁴. Ce plan s'adresse particulièrement aux tribus kurdes Surchi, Herki, Baradosti, Zebari, Mizouri et à de nombreuses autres tribus, traditionnellement hostiles à celle des Barzani et considérées comme des tribus de « *Jash* » : il apparaît donc comme une atteinte directe au pouvoir régional de Massoud BARZANI¹⁵. Un article publié en septembre 2008 sur le site d'information Kurdish News.net énumère à cette occasion les tribus « *Al-jhush* » (« *Jash* ») ayant servi dans les Bataillons de Défense nationale et sollicitées par le gouvernement de Nouri AL-MALIKI dans le cadre du « *réveil kurde* » : les clans Surju (ou Sourji), Zebari, Herkiye, Kirkri dans la région de Mossoul, les clans Doski et Rikani dans la région de Dohouk, les clans Jaf et Baytouti dans la région de Sulaymaniyah et d'autres tribus au Kurdistan, sans préciser leurs noms¹⁶. En fin de compte, ce projet de milice tribale kurde est rejeté devant l'opposition de l'ensemble des partis kurdes, PDK, UPK et autres¹⁷.

3. Tentatives de réouverture des poursuites contre les anciens partisans kurdes de Saddam HUSSEIN (2010-2014)

En octobre 2010, l'association kurde CHAK (encore appelée Kurdocide, Center of Halabja against Anfalization and Genocide of Kurdish People) lance une campagne d'opinion internationale pour réclamer l'extradition de Qasim AGHA, ancien chef des paramilitaires kurdes sous Saddam HUSSEIN, impliqué notamment dans la répression du soulèvement kurde de 1991¹⁸ et réfugié au Royaume-Uni ; selon certaines rumeurs, Qasim AGHA aurait bénéficié de la protection de hauts responsables de la Région du Kurdistan¹⁹. Le même mois, un article publié sur le site d'information kurde Ekurd Daily (anciennement Kurd Net) évoque le cas de Qasim AGHA et rappelle qu'à la date de 2010, plusieurs « *Jash* » ou parents de « *Jash* », ce terme péjoratif désignant l'ensemble des partisans kurdes de Saddam HUSSEIN, occupent des postes de responsabilité dans la Région du Kurdistan ; notamment, la belle-fille d'un « *Jash* » exercerait la fonction de ministre. Selon l'auteur de l'article, aucun de ces « *Jash* » ou supposés tels n'a fait l'objet de poursuites pour son rôle dans l'opération Anfal ; la campagne contre Qasim AGHA, selon cet auteur, pourrait être une manœuvre politique en vue de discréditer le PDK, ce parti ayant par ailleurs nié tout lien entre lui et Qasim AGHA²⁰.

A la fin d'octobre 2010, la Commission des droits de l'homme du Parlement irakien rouvre le dossier et publie une liste de 258 noms d'ex-baasistes recherchés qui vivraient en toute impunité sur le territoire de la Région du Kurdistan²¹.

En avril 2011, la Cour suprême irakienne envoie une mission à Erbil, capitale de la Région du Kurdistan, sous la direction de Muhsin SHERWANI, chef de la commission des

¹⁴ Sur ce mouvement de mobilisation des tribus, voir DIDR, Note, *Irak : Informations sur les tribus irakiennes de la région de Tikrit et leur implication dans les événements de 2003-2007*, OFPRA, 04/07/2014.

¹⁵ STANSFIELD Gareth, ANDERSON Liam, "Kurds in Iraq: The Struggle Between Baghdad and Erbil", Middle East Policy Council, Printemps 2009, XVI.1.

¹⁶ Kurdish News.net, "Messages in the name of the Prime Minister of Iraq Nuri alMaliki arrived in the heads of some clans Alkordip which had previously served Saddam s regime through what was called at the time battalions of National Defense Aljhouc", 09/2008. La transcription des noms arabes et kurdes est incertaine.

¹⁷ *Kurdish Globe*, "Kirkuk tribal militias trouble for Kurds", 12/11/2008.

¹⁸ JABAR Faleh A., "Why the Uprisings Failed", *Middle East Research and Information Project (MERIP)*, mai-juin 1992.

¹⁹ *KurdishMedia.com*, "London protest over handing over Qasim Agha to justice", 28/10/2010. *Niqash*, "Kurdistan: a review of 2010", 03/01/2011.

²⁰ *Ekurd Daily*, "Qasim Agha, other Collaborators of Saddam Hussein", 31/10/2010.

²¹ *Ekurd Daily*, "Iraqi court wants 258 Ex-Kurdish Ba'athists arrested", 27/10/2010. *Ekurd Daily*, "Saddam's Anti-Kurd Anfal campaign facing justice", 04/02/2011. *Kirkuk Now*, "Anfal, unhealed wound", 15/04/2014.

affaires kurdes à la Cour suprême, dans le but de rouvrir les procédures contre les personnes impliquées dans l'opération Anfal. Selon Muhammed SALIH, avocat représentant des familles de victimes de l'opération Anfal et du massacre de membres du clan Barzani²² :

« Malheureusement, le Gouvernement régional du Kurdistan n'a pris aucune mesure en vue de l'arrestation des coupables. Au contraire, ils vivent au Kurdistan entourés de respect et les autorités régionales n'appliquent pas les décisions de la Cour suprême irakienne. »²³

En décembre 2011, un article de la presse locale note que le gouvernement régional du Kurdistan a formé des commissions pour enquêter sur « ceux qui ont participé à [l'opération] Anfal et ceux dont les dossiers révèlent qu'ils ont travaillé pour les Istikhbarat [services de renseignement] sous l'ancien régime » mais que rien de tangible n'est sorti de leur travail²⁴.

Le 14 avril 2014, à l'occasion de la commémoration du massacre de Halabja, un représentant (non nommé) des familles de victimes s'adresse au gouvernement régional pour renouveler la demande d'une indemnisation des victimes et d'une mise en jugement des anciens « conseillers » ayant servi le régime de Saddam Hussein et réclamés par la justice irakienne, plusieurs de ces « conseillers » habitant sur le territoire de la Région du Kurdistan dans les provinces de Sulaymaniyah, Erbil et Dohouk ; selon une déclaration d'un porte-parole du ministère régional de l'Intérieur, « l'arrestation des conseillers est une question politique. La décision doit être prise par le gouvernement national irakien qui la transmettra au ministère régional de l'Intérieur et à la police. Si cette dernière ne les arrête pas, c'est la police qui sera tenue pour responsable²⁵ ».

Le 25 mai 2014, à Kalar près d'As Soulaïmâniyah (Région du Kurdistan), une manifestation rassemble des dizaines de familles de victimes et des représentants d'associations pour réclamer l'arrestation d'anciens « Jash » impliqués dans l'opération Anfal et dans la répression anti-kurde des années 1980. 258 « Jash » et « Mstashar » (traduit en anglais par « mercenaries and officials ») associés à cette répression font l'objet de mandats d'arrêt de la justice irakienne, mais aucun n'aurait été condamné. L'article cite un communiqué du Comité de défense des victimes d'Anfal à Garmiyan²⁶ selon lequel une des personnes accusées aurait été arrêtée le 24 mai 2014 dans le district kurde de Khanaqin, province de Diyala²⁷.

Vers la fin du même mois, deux députés du parlement régional du Kurdistan, Bestun FAYAQ du parti Gorran (« Changement », alors dans l'opposition) et Hayat MAJID du PDK (majorité gouvernementale régionale), réclament l'arrestation et la mise en jugement des anciens « Jash » et « Mstashar » réclamés par la justice irakienne et résidant au Kurdistan ; à cette date, seuls deux d'entre eux auraient effectivement été arrêtés²⁸.

²² Sur le massacre de nombreux membres du clan Barzani, voir KUTSCHERA Chris, *Le Livre noir de Saddam Hussein*. Kurdistan Regional Government, *Kurdistan commemorates the genocide of the Barzanis*, 03/08/2011.

²³ *Ekurd Daily*, "Arrest and Try Anfal Perpetrators in Iraqi Kurdistan", 16/04/2011 (Traduction de l'anglais: DIDR).

²⁴ *The Kurdistan Tribune*, "Who is who in Kurdistan?" 19/12/2011.

²⁵ *Kirkuk Now*, "Anfal, unhealed wound", 15/04/2014.

²⁶ Garmiyan, en arabe Bâjarmî, est le nom historique d'une partie du Kurdistan irakien.

²⁷ *Ekurd Daily*, "Families of Anfal victims in Iraqi Kurdistan demand the arrest of former regime's Kurdish agents", 25/05/2014.

²⁸ *KNN (Kurdish News Network)*, "Kurdistan Parliament MPs Ask KRG's Interior Minister to Give Clarification on Anfal Case", 28/05/2014.

Le parti Gorran a longtemps été la principale force d'opposition à la coalition majoritaire PDK-UPK. Il entre au gouvernement régional en septembre 2014²⁹.

Dans les sources publiques consultées par la DIDR, aucune autre information n'a été trouvée sur la situation actuelle des anciens alliés kurdes de Saddam HUSSEIN.

²⁹ *Kurdish Policy Foundation*, "The challenges facing Gorran to change", 05/09/2014.

Bibliographie

[Sites internet consultés entre 29 avril et le 5 mai 2015]

Ouvrages

KUTSCHERA Chris (Dir.), *Le Livre noir de Saddam Hussein*, O ! Editions, 2005.

Documents OFPRA

DIDR, Note, *Irak : Informations sur les tribus irakiennes de la région de Tikrit et leur implication dans les événements de 2003-2007*, OFPRA, 04/07/2014.

<https://www.ofpra.gouv.fr/fr/l-ofpra/nos-publications/moyen-orient-ameriques>

Rapports

Institutions internationales et européennes

Country of Origin Research and Information (CORI), *Iraq: What is the treatment of/human rights situation for ethnic Kurds in Iraq who reside (or are living in an internal displacement situation) outside the (non-disputed parts of the) three northern Governorates (Duhok, Erbil and Sulaymaniyah), in particular: a) in the disputed territories (parts of Nineveh (or Ninawa), parts of Erbil (or Arbil), the whole of Kirkuk governorate, and parts of Diyala governorate)? b) in (the non-disputed parts of) Southern and Central Iraq?*, 05/10/2012.

<http://www.refworld.org/docid/50b8b0272.html>

Institutions nationales

Office fédéral des Migrations - ODM (Suisse) et Finnish Immigration Service (FIS-Finlande), *Report on joint Finnish-Swiss fact-finding mission to Amman and the Kurdish Regional Government (KRG) Area*, 01/02/2012.

<http://www.refworld.org/docid/533a82c64.html>

Kurdistan Regional Government, *Kurdistan commemorates the genocide of the Barzanis*, 03/08/2011.

<http://cabinet.gov.krd/a/d.aspx?s=040000&l=12&a=41004>

Kurdistan Regional Government, *Mass graves containing Kurds unearthed*, 25/07/2011.

<http://cabinet.gov.krd/a/d.aspx?s=040000&l=12&a=40868>

US Department of State, *Human Rights Report 2010 – Iraq*, 08/04/2011.

<http://www.state.gov/j/drl/rls/hrrpt/2010/nea/154462.htm>

Kurdistan Regional Government, *Prime Minister Salih launches homes for Chamchamal Anfal families*, 11/02/2011.

<http://cabinet.gov.krd/a/d.aspx?s=040000&l=12&a=38883>

Kurdistan Regional Government, *Kurdistan: triumph of democracy*, 26/01/2011.

<http://cabinet.gov.krd/a/d.aspx?s=040000&l=12&a=38601>

United States Congressional Research Service, *The Kurds in Post-Saddam Iraq*, 01/10/2010.

<http://www.refworld.org/docid/4cc7bebc2.html>

Home Office (Royaume-Uni), *Country of Origin Information Report*, 10/12/2009.
http://www.ecoi.net/file_upload/1226_1260966462_iraq-141209.pdf

ONG

Organisation Suisse d'Aide aux Réfugiés (OSAR), *Partisans de l'ancien régime*, 19/04/2012.

<http://www.osar.ch/assets/herkunftslander/mittlerer-osten-zentralasien/irak/irak-partisans-de-l-ancien-regime.pdf>

Organisation Suisse d'Aide aux Réfugiés (OSAR), *Quelles menaces pour les anciens collaborateurs au Kurdistan ?*, 07/12/2006.

<http://www.osar.ch/assets/herkunftslander/mittlerer-osten-zentralasien/irak/irak-quelles-menaces-pour-les-anciens-collaborateurs-en-kurdistan.pdf>

HUMAN RIGHTS WATCH, *Claims in conflict: Reversing ethnic cleansing in Northern Iraq*, 08/2004.

<https://www.hrw.org/reports/2004/iraq0804/>

AMNESTY INTERNATIONAL, *Human Rights Abuses in Iraqi Kurdistan Since 1991*, 28/11/1995.

<http://www.refworld.org/docid/3ae6a9e94.html>

HUMAN RIGHTS WATCH, *Genocide in Iraq: The Anfal Campaign Against the Kurds*, 07/1993.

<http://www.refworld.org/docid/47fdfb1d0.html>

Center of Halabja against Anfalization and Genocide of Kurdish People.

<http://chak.be/pages/Lnaguages/English.htm>

Articles

Publications universitaires et think-tanks

Kurdish Policy Foundation, "The challenges facing Gorran to change", 05/09/2014.

<http://kurdishpolicy.org/2014/09/05/the-challenges-facing-gorran-to-change/>

STANSFIELD Gareth, ANDERSON Liam, "Kurds in Iraq: The Struggle Between Baghdad and Erbil", *Middle East Policy Council*, Printemps 2009, XVI.1.

<http://mepc.org/journal/middle-east-policy-archives/kurds-iraq-struggle-between-baghdad-and-erbil>

AL-MARASHI Ibrahim, "The Iraqi Actors in the North of Iraq", *James Martin Center for Nonproliferation Studies*, 27/03/2003.

<http://cns.miis.edu/iraq/nactors.htm>

HASSANPOUR Amir, "The Kurdish Experience", *Middle East Research and Information Project (MERIP)*, juillet-août 1994.

<http://www.merip.org/mer/mer189/kurdish-experience>

JABAR Faleh A., "Why the Uprisings Failed", *Middle East Research and Information Project (MERIP)*, mai-juin 1992.

<http://www.merip.org/mer/mer176/why-uprisings-failed>

Presse

The Kurdistan Tribune, "No reconciliation is possible with Saddam's henchmen", 22/08/2014.

<http://kurdistantribune.com/2014/no-reconciliation-possible-saddam-henchmen/>

KNN (Kurdish News Network), "Kurdistan Parliament MPs Ask KRG's Interior Minister to Give Clarification on Anfal Case", 28/05/2014.

<http://knnc.net/en/full-story-31428-28-False#.VSvYfWM08vU>

Ekurd Daily, "Families of Anfal victims in Iraqi Kurdistan demand the arrest of former regime's Kurdish agents", 25/05/2014.

<http://www.ekurd.net/mismas/articles/misc2014/5/state8020.htm>

The Kurdistan Tribune, "On the 25th anniversary of the Kurdish genocide", 19/04/2013.

<http://kurdistantribune.com/2013/on-25th-anniversary-of-kurdish-genocide/>

Kirkuk Now, "Anfal, unhealed wound", 15/04/2014.

<http://kirkuknow.com/english/index.php/2014/04/anfal-unhealed-wound/>

The Kurdistan Tribune, "25 years on from the Saddamist atrocity, the people of Halabja are still suffering", 16/03/2013.

<http://kurdistantribune.com/2013/25-years-on-from-saddamist-atrocity-people-of-halabja-still-suffering/>

The Kurdistan Tribune, "Who is who in Kurdistan?" 19/12/2011.

<http://kurdistantribune.com/2011/who-who-in-kurdistan/>

Ekurd Daily, "Arrest and Try Anfal Perpetrators in Iraqi Kurdistan", 16/04/2011.

<http://ekurd.net/mismas/articles/misc2011/4/state4986.htm>

Ekurd Daily, "Saddam's Anti-Kurd Anfal campaign facing justice", 04/02/2011.

<http://www.ekurd.net/mismas/articles/misc2011/2/state4603.htm>

Niqash, "Kurdistan: a review of 2010", 03/01/2011.

<http://www.niqash.org/articles/?id=2762>

Ekurd Daily, "Qasim Agha, other Collaborators of Saddam Hussein", 31/10/2010.

<http://www.ekurd.net/mismas/articles/misc2010/10/state4329.htm>

KurdishMedia.com, "London protest over handing over Qasim Agha to justice", 28/10/2010.

<http://www.kurdmedia.com/article.aspx?id=16522>

Ekurd Daily, "Iraqi court wants 258 Ex-Kurdish Ba'athists arrested", 27/10/2010.

<http://www.ekurd.net/mismas/articles/misc2010/10/state4319.htm>

Niqash, "Anfal Families Seek Compensation", 17/09/2009.

<http://www.niqash.org/articles/?id=2528>

Kurdish Globe, "Kirkuk tribal militias trouble for Kurds", 12/11/2008.

<http://www.kurdishglobe.net/article/4C518B1690E298D80E50D9A72F35020D/Kirkuk-tribal-militias-trouble-for-Kurds.html>

Kurdish News.net, "Messages in the name of the Prime Minister of Iraq Nuri alMaliki arrived in the heads of some clans Alkordip which had previously served Saddam s regime through what was called at the time battalions of National Defense Aljhouc", 09/2008.

<http://kurdishnews.net/Khanaqin2008/messages%20in%20the%20name%20of%20nuri%20alMaliki%20arrived%20in%20the%20heads%20of%20some%20clans%20Alkordip%20which%20had%20previously%20served%20Saddam%20%20what%20was%20called%20at%20the%20time%20battalions%20of%20National%20Defense%20Aljhouc.html>

Radio Free Europe/Radio Liberty (RFE/RL), "Iraqi Court Sentences 'Chemical Ali' To Death", 24/06/2007.

<http://www.rferl.org/content/article/1077300.html>

Financial Times, "Kurdish ally of Saddam Hussein regime defects", 16/03/2003.

<http://www.freerepublic.com/focus/news/866180/posts>

Autres

Online Newspapers.com, "Kurdistan Newspapers".

<http://www.onlinenewspapers.com/kurdistan.htm>